



« À LA UNE... »

« Vers un service public local de l'énergie ? »

*Focus sur l'étude exploratoire menée par Energie Cities  
sur la question de la réappropriation locale de la gestion de l'énergie en Europe*

Avec une concentration, à l'échelle mondiale, de plus de la moitié de la population et de plus de 80% du PIB, les villes représentent 2/3 de la demande en énergie primaire et 70% des émissions de CO<sub>2</sub> générées par l'énergie. Convaincus que les enjeux et les solutions pour la mise en œuvre de la transition énergétique se situent à l'échelle des territoires, de nombreux acteurs plaident pour une gestion transversale et décentralisée de l'énergie. À travers une étude exploratoire réalisée par Andreas Rüdinger, avec le soutien de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'énergie (ADEME), Energy Cities – réseau européen de collectivités engagées dans la transition énergétique, a souhaité apporter un éclairage sur les différentes nuances qui entourent ce phénomène, et ainsi, offrir aux villes qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche une nouvelle grille de lecture et d'analyse pour se lancer.



Comment les villes et acteurs locaux peuvent-ils reprendre le contrôle du système énergétique local ? Quels sont les défis et les succès rencontrés lors de la création d'une entreprise locale de services énergétiques ? Quels liens existent-ils entre la décentralisation et la remunicipalisation, l'énergie partagée et la gouvernance participative ? Le tour d'horizon européen proposé se concentre principalement sur le phénomène de « remunicipalisation » (gestion locale de la production et de la distribution de l'énergie), et, ce, à travers l'exemple de trois pays : l'Allemagne, le Royaume Uni et la France.

Au-delà d'un rôle de planification, les gouvernements locaux sont désormais initiateurs et moteurs de la transition énergétique, et exercent un rôle d'acteur opérationnel – comme en témoigne déjà la remunicipalisation de l'eau. Que ce soit à travers la création de nouvelles entreprises municipales intégrées comme en Allemagne, de fournisseurs publics d'énergie comme en Grande-Bretagne ou encore d'opérateurs locaux d'investissements dans les projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique en France, l'étude démontre que cette volonté de réappropriation locale s'étend désormais aux questions énergétiques sous des formes très diverses répondant aux besoins et objectifs locaux.

Les raisons et opportunités qui poussent les autorités locales à se lancer dans des projets de remunicipalisation sont multiples : redynamiser l'économie locale, créer un lien de proximité avec les

citoyens, gérer les services publics locaux de manière plus intégrée, favoriser la coopération et les partenariats avec d'autres acteurs, accéder à de nouveaux marchés, ...

Cependant, comme l'étude le souligne, ces démarches comportent des risques, comme la pression concurrentielle exercée par les acteurs privés et l'influence limitée sur les politiques nationales et européennes de l'énergie.

Grâce à cette étude, Energy Cities met en lumière la diversité des modèles de réappropriation locale de l'énergie observés en Europe et le rôle déterminant des spécificités nationales dans la définition du périmètre d'action des collectivités en matière de gestion de l'énergie. Le premier enseignement est donc qu'aucun modèle de remunicipalisation n'est généralisable et qu'il est indispensable de partir des objectifs et besoins identifiés en local pour déterminer les outils les plus pertinents.

Autre enseignement : la nécessité de prendre en compte les politiques européennes de l'énergie et du climat dans sa réflexion de réappropriation locale. Il faut, en effet, pouvoir dépasser le dualisme d'une Europe qui souhaite une « Union de l'Énergie » avec des citoyens au cœur des orientations politiques, et qui, en même temps, se concentre sur échelle supranationale et renforce la concurrence au sein du marché intégré, au détriment des acteurs locaux.

Ainsi, en conclusion, l'étude démontre que l'enjeu de la remunicipalisation de l'énergie est de créer un service public local de l'énergie, capable de répondre aux enjeux de la transition énergétique tout en tenant compte des acquis du marché intégré et des politiques communautaires.

Rendez-vous sur le site web d'Energy Cities pour retrouver l'étude dans son intégralité :

<http://www.energy-cities.eu/-publications-67->

Aussi, découvrez les exemples concrets de Stuttgart et Manchester :

<http://www.energy-cities.eu/Stuttgart-Vers-une-ville-neutre-en-CO2-grace-a-la-remunicipalisation-de->  
<http://www.lagazettedescommunes.com/506858/stuttgart-manchester-deux-exemples-de-villes-zero-carbone-a-mediter/>



*A propos d'Energy Cities :*

*Energy Cities est l'association européenne des autorités locales en transition énergétique. Depuis plus de 26 ans, elle défend une transition énergétique démocratique, menée au niveau local et régional. Montrer des exemples inspirants provenant de ses villes membres, faciliter et accompagner les échanges entre acteurs engagés dans un futur sans carbone, créer des alliances, nourrir le débat politique en Europe. Autant de moyens dont use Energy Cities pour que le chemin de la transition énergétique soit pavé de bénéfices sociaux, environnementaux et économiques pour tous. <http://www.energy-cities.eu>*